

**LES PROFS DE RELIGION/MORALE MANIFESTENT CHEZ LA MINISTRE**

# « On finit par penser que l'on veut se débarrasser de nous »

Plus d'une centaine d'enseignants se sont rassemblés mercredi après-midi, à Bruxelles, face au cabinet de la ministre de l'Éducation, Marie-Martine Schyns (cdH). « *Non aux décrets non concertés* », ont-ils clamé. La manifestation est une initiative du Corme, le Collectif des profs de religion, morale non confessionnelle et de philosophie et citoyenneté. S'y sont joints le Collectif des profs de morale (CPM) et l'ASBL 1pact. Ensemble, ils dénoncent des « *réformes chaotiques et non concertées* », déconnectées des réalités que vivent les enseignants au quotidien.

**« CONDITIONS LAMENTABLES »**

« *Cette année, dans l'enseignement primaire* (où le cours de philosophie et de citoyenneté (EPC) a déjà débarqué, NdlR), nous avons travaillé dans des conditions lamentables », explique Sultana Kouhmane, prof de religion islamique. « *Des collègues ont donné cours dans des réfectoires ou dans des locaux où*

*l'on trouvait des champignons sur les murs (...)* On plaint les profs d'EPC pour leurs conditions de travail futures, mais c'est ce que nous vivons aujourd'hui dans l'indifférence! Nous voulons aussi dénoncer l'hypocrisie de ce cours. Il n'y a rien de neuf! La matière donnée par les profs d'EPC en primaire cette année, c'est ce que le titulaire ou le prof de religion/morale donnait avant! Le devoir de mémoire, le vivre-ensemble(...) Nous sommes devenus des pigeons voyageurs. On a l'impression de ne plus faire partie de l'équipe pédagogique. Bref, on se demande si l'on veut se débarrasser de nous!»

Les appels de la Fapeo (la Fédération des associations de parents de l'officiel) aux parents pour qu'ils choisissent deux heures d'EPC au lieu d'une heure et d'une heure de religion/morale, indisposent aussi les profs de religion.

« *À la limite de l'endoctrinement! Nous, on n'a pas le droit de dire aux enfants que l'on aimerait les*

*revoir* », s'indigne M<sup>me</sup> Kouhmane.

Les manifestants n'ont pas été plus tendres pour le Pacte d'excellence. « *Inapplicable et on ne voit pas comment l'amender puisque tout est lié* », explique Séverine Maun, administratrice de l'ASBL 1pact, créée il y a quelques jours pour fédérer les enseignants opposés au Pacte. Ils refusent notamment l'allongement du tronc commun.

**250 MILLIONS EN 2025**

Le faible nombre de manifestants faisait déjà dire à certains observateurs que cette fronde contre le Pacte est gonflée. Cela n'a pas empêché le gouvernement francophone d'approuver, hier, le cadre budgétaire pluriannuel nécessaire à la mise en œuvre du Pacte. Cela commencera, en 2017, par une mobilisation de 37 millions d'euros complémentaires. L'effort sera porté à 83 millions en 2018, 135 en 2019 et 250 millions en 2025. Les effets retour attendus (moins de redoublement, rationalisation des options...) permettront de ramener l'effort à 73 millions en 2033. ●

**DIDIER SWYSEN (AVEC BELGA)**